



Montreuil, le 30 octobre 2012

**MOTION DE SOUTIEN
aux syndicats KCTU-FKTU et aux salariés du secteur public coréen**

A l'occasion de la journée d'action du 31 octobre 2012 organisée par vos syndicats, la Fédération CGT des Services Publics, tient à vous apporter tout son soutien et vous souhaiter le plein succès dans la mobilisation.

En effet, ce sont bien les mêmes politiques d'austérité qui sont mises en œuvre chez vous en Corée du Sud, comme chez nous en France et dans toute l'Europe à travers le Pacte Euro plus et le « Traité sur la Stabilité, la Coordination et la Gouvernance » que le nouveau gouvernement socialiste de François Hollande vient de ratifier le mois dernier.

Au nom de la réduction du déficit public, ce sont l'industrie, les emplois, les salaires et les services publics qui sont sacrifiés. Mais c'est bien une logique de rentabilité financière dont l'objectif unique est la diminution permanente du « coût » du travail qui explique ces choix politiques.

Pour la CGT, ce n'est pas aux salariés et à la population de payer pour une crise dont ils ne sont pas responsables !

Ce n'est pas le travail qui coûte cher, mais la rémunération du capital !

Pour sortir de ce cercle vicieux la CGT fait 10 propositions :

1. Revaloriser les salaires, les pensions et les minima sociaux ;
2. Contrôler les aides publiques aux entreprises ;
3. Contraindre les entreprises à des alternatives aux licenciements ;
4. Supprimer les exonérations fiscales et sociales sur les heures supplémentaires ;
5. Stopper les suppressions d'emplois ;
6. Développer les politiques publiques et les moyens des services publics ;
7. Réformer la fiscalité en profondeur ;
8. Créer un pôle financier public et établir un mécanisme de crédits à taux réduits ;
9. Taxer les mouvements spéculatifs de capitaux et éradiquer les paradis fiscaux ;
10. Mettre en place un fonds européen de solidarité sociale et de développement économique.

Dans plusieurs pays européens comme la Grèce, l'Espagne, le Portugal, l'Italie ou la Grande Bretagne la mobilisation grandit.

Le 14 novembre prochain à l'appel de la Confédération Européenne des Syndicats (C.E.S) est organisée une journée d'action, de manifestation et de grève qui marquera nous l'espérons une nouvelle étape de la construction, dans l'unité syndicale, d'un véritable front de refus contre ces politiques économiquement inefficaces et socialement injustes.

Salutations fraternelles.

Michèle KAUFFER
Secrétaire Fédérale